



Informations du Guatemala

2° année / N° 87

du 24 au 30 août 1984

POLITIQUE

L'armée cherche une couverture constitutionnelle pour la contre-insurrection
Une délégation officielle visite le cuirassé IOWA
Des groupes politiques cherchent l'appui de l'étranger
L'UCN et l'armée

ECONOMIE

Un climat défavorable aux investissements
Les Etats-Unis prêtent de l'argent pour vendre leur bétail

CONTRE-INSURRECTION

Des conseillers militaires de Taiwan
Des étudiants forcés à s'engager dans les patrouilles civiles
Un nouveau "village modèle" dans le Peten

INSURRECTION

URNG : 500 pertes pour l'armée ces derniers mois
La police nationale : 511 pertes en 1983
L'EGP harcèle l'armée dans le Huehuetenango
14 pertes au cours d'une embuscade

DROITS DE L'HOMME

L'ONU demande l'arrêt de la répression au Guatemala
35 mille disparus au Guatemala
La mobilisation en faveur des disparus croît
La violence officielle augmente
Inefficacité de l'habeas corpus
Des enlèvements et des assassinats chaque jour
Le neveu de l'ex-président, condamné pour trafic de drogue

POLITIQUE

L'ARMEE CHERCHE UNE COUVERTURE CONSTITUTIONNELLE POUR LA CONTRE-INSURRECTION

D'après un document publié le 27 août par l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), le projet politique de l'armée guatémaltèque est de trouver une "couverture constitutionnelle pour la répression contre-insurrectionnelle, sans proposer aucune modification des causes structurelles sur lesquelles se base la guerre populaire menée dans le pays".

L'URNG (coalition des 4 organisations insurgées du pays) assure que, face à l'absence d'options politiques réellement démocratiques, "le facteur central du déroulement du processus politique guatémaltèque demeure le développement stratégique et tactique de la guerre".

Selon l'URNG, le retrait de l'armée de la scène politique et l'apparition sur celle-ci de "forces politiques modérées" ne sont qu'une manoeuvre pour se donner une nouvelle image de marque et mettre fin à l'isolement international.

L'Assemblée Nationale Constituante élue le 1er juillet n'aura qu'une "fonction décorative" au sein du projet militaire. "La juridiction de l'Assemblée n'aura rien à voir avec les patrouilles civiles, avec les hameaux stratégiques et avec les opérations militaires et policières en général qui constituent les axes principaux de la politique contre-insurrectionnelle du régime".

UNE DELEGATION OFFICIELLE VISITE LE CUIRASSE IOWA

Des représentants du gouvernement, des députés et des entrepreneurs guatémaltèques ont assisté le 23 août à un simulacre de combats, réalisés par le cuirassé nord-américain IOWA, ancré au large de la côte pacifique du Guatemala. La délégation guatémaltèque, accompagnée des représentants de l'ambassade des Etats-Unis, a ainsi pu observer les missiles et l'artillerie ultra-moderne qui équipent le cuirassé.

Le général E. Gneckow, commandant du cuirassé, a expliqué que son bâtiment effectue une mission de soutien aux gouvernements démocratiques d'Amérique Centrale.

Quelques jours auparavant, 3 bâtiments de la marine nord-américaine étaient arrivés sur la côte atlantique guatémaltèque pour ce que l'on avait officiellement présenté comme une escale technique.

DES GROUPES POLITIQUES CHERCHENT L'APPUI DE L'ETRANGER

Les groupes politiques de la majorité, à la recherche d'appuis politiques et d'aides économiques, ont commencé une tournée à l'étranger, a indiqué le 27 Roberto Alejos Arzu, industriel et vétéran de l'extrême-droite.

"Ils ont été jusqu'à présent financé de l'étranger, et nous savons que cela ne se fait généralement pas sans conditions". Il y a 25 ans, les propriétés agricoles d'Alejos avaient servi à l'entraînement militaire des contre-révolutionnaires cubains qui préparaient l'invasion de ce pays (1961).

Les candidatures des partis politiques pour les présidentielles n'émanent pas de la base, mais sont "le produit de compromis passés avec l'étranger", a-t-il conclu.

L'UCN ET L'ARMEE

L'armée doit s'équiper pour combattre la subversion interne et avant tout, "le danger latent que représente l'armée sandiniste en Amérique Centrale", a déclaré le 24 août Ramiro de Leon Carpio, vice-président de l'Assemblée Nationale Constituante et premier secrétaire de l'Union du Centre National (UCN).

Le 7, le propriétaire de journal Jorge Carpio Nicolle, dirigeant de ce parti et candidat aux présidentielles de l'année prochaine, s'est déclaré partisan de l'augmentation de l'aide militaire nord-américaine destinée au gouvernement du général Mejia Victores.

Ces deux déclarations ont été interprétées par les milieux politiques comme une tentative de l'UCN de se concilier les faveurs de l'armée en vue des élections présidentielles de 1985.

ECONOMIE

UN CLIMAT DEFAVORABLE AUX INVESTISSEMENTS

Selon une étude de l'entreprise nord-américaine Frost and Sullivan, publiée le 27 à New York, le Guatemala est l'un des 4 pays latino-américains qui attire le moins les activités économiques internationales.

La firme Frost and Sullivan, spécialisée dans l'évaluation des risques liés aux investissements, signale que l'instabilité politique règne au Guatemala ; de plus, le régime fiscal rétrograde ne garantit pas un flux de revenus suffisant au développement d'un marché interne.

LES ETATS-UNIS PRETENT DE L'ARGENT POUR VENDRE LEUR BETAIL

Le Secrétariat à l'Agriculture des Etats-Unis a octroyé un prêt de 2,5 millions de dollars aux éleveurs guatémaltèques, afin que ces derniers puissent acquérir du bétail en provenance des Etats-Unis.

Un prêt identique avait déjà été concédé trois mois auparavant.

Des organismes gouvernementaux nord-américains ont annoncé ce mois-ci avoir attribué 108,9 millions de dollars au Guatemala sous forme de prêts ou de donations.

CONTRE-INSURRECTION

DES CONSEILLERS MILITAIRES DE TAIWAN

Des militaires de Taiwan participent en tant qu'instructeurs au stage de formation d'officiers de commandement et d'état-major, commencé le 26 août dans le Centre d'Etudes Militaires de la capitale.

Ces sept dernières années, le gouvernement de Taiwan a fourni une assistance militaire importante au Guatemala ; les deux gouvernements ont signé un accord en avril dernier, selon lequel Taiwan participe à l'entraînement des officiers et conseil-le en matière de guerre psychologique.

DES ETUDIANTS FORCES A S'ENGAGER DANS LES PATROUILLES CIVILES

Le 23 août des parents ont dénoncé le fait qu'à Huehuetenango (à 260 kms au Nord-Est de la capitale), des étudiants de premier et de second cycle sont obligés par l'armée à s'engager dans les patrouilles d'auto-défense civile.

Le colonel Hector Rosales Salaverria, porte-parole de l'armée, a reconnu que la dénonciation peut être fondée et qu'une enquête sera ouverte.

Le député de la Constituante, Mauricio Quixtan a souligné (le 28) le malaise régnant dans les zones rurales en raison du caractère obligatoire et discriminatoire des patrouilles civiles, auxquelles, dit-il, seuls les pauvres sont obligés de participer.

UN NOUVEAU "VILLAGE MODELE" DANS LE PETEN

Un nouveau "village modèle" ou "pôle de développement" sera inauguré le 15 septembre au bord du fleuve Usumacinta, frontalier avec le Mexique, dans le département du Peten (Nord du pays), a-t-on appris le 26 août de source officielle.

Récemment, Monseigneur Prospero Penados, archevêque du Guatemala, a qualifié de "villages anti-modèles" ces concentrations forcées de population sous un strict contrôle militaire.

INSURRECTION

URNG : 500 PERTES POUR L'ARMÉE CES DERNIERS MOIS

Selon un rapport de l'URNG publié le 27 août, les forces insurrectionnelles de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque ont causé au moins 533 pertes aux troupes gouvernementales officielles, au cours de 84 actions militaires menées entre le 21 mars et le 15 août de cette année.

Les rebelles se sont appropriés 56 fusils, un mortier, des munitions et de l'équipement militaire. Ils ont détruit 7 véhicules militaires et endommagé 3 avions de la Force Aérienne.

L'URNG reconnaît avoir subi 10 pertes ; elle assure que les récentes offensives de l'armée gouvernementale ont échoué et que celle-ci se trouve chaque jour confrontée à de nouvelles difficultés, en raison de la "meilleure qualité" des combats menés par la guérilla.

L'URNG, constituée début 82, regroupe les Forces Armées Rebelles (FAR), l'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP), l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) et le Parti Guatémaltèque du Travail - Centre de la direction nationale (PGT - NUCLEO).

LA POLICE NATIONALE : 511 PERTES EN 1983

Le colonel Mario Ramirez Ruiz, porte-parole de la Police Nationale, a fait savoir le 23 août que cette institution a perdu 511 hommes en 1983, au cours "d'actes de violence".

Ramirez n'a pas spécifié la nature des actes violents en question, mais l'on croit que les pertes se sont produites au cours d'actions insurrectionnelles, car la Police Nationale fait partie de l'appareil contre-insurrectionnel dirigé par l'armée.

L'EGP HARCELE L'ARMEE DANS LE HUEHUETENANGO

Au cours de la première semaine du mois d'août, les unités de l'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP) ont harcelé les troupes gouvernementales dans le département du Huehuetenango.

D'après un rapport de l'EGP, divulgué le 23, les troupes gouvernementales ont mené une nouvelle offensive contre la population civile ; elles ont perdu 3 hommes.

14 PERTES AU COURS D'UNE EMBUSCADE

L'armée a perdu 14 hommes (morts et blessés) au cours d'une embuscade tendue dans le Nord-Ouest du pays le 29 août.

Selon le colonel Hector Rosales Salaverria, chef des Relations Publiques de l'armée, un bataillon d'ingénieurs militaires a été attaqué par un commando rebelle, utilisant des armes de différents types, sur la route qui relie la municipalité de Santa Cruz Barillas à Huehuetenango, dans le département du même nom.

L'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP) opère régulièrement dans cette région.

DROITS DE L'HOMME

L'ONU DEMANDE L'ARRET DE LA REPRESSION AU GUATEMALA

Un projet de résolution condamnant le régime militaire guatémaltèque pour les violations persistantes des droits de l'homme a été approuvé le 30 août à Genève (Suisse), par la sous-commission pour la prévention des discriminations des minorités, de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Le projet, approuvé par les représentants de 8 pays (dont le Mexique et le Japon), exprime sa "profonde préoccupation causée par les violations des droits de l'homme au Guatemala, violations graves, systématiques et chaque fois plus nombreuses, violations qui atteignent particulièrement la population civile non combattante, au moyen de tortures, de disparitions forcées, d'exécutions en masse, de déplacements forcés des populations rurales, du maintien dans des villages militarisés, et de l'incorporation obligatoire dans les patrouilles civiles contrôlées par l'armée".

Le projet signale que "la discrimination traditionnelle de la population indigène, qui constitue la majorité de la population du pays, va de paire désormais avec une série de mesures restrictives qui visent à exercer un contrôle sur la population rurale".

La sous-commission sollicite également du gouvernement guatémaltèque des mesures garantissant l'exercice et le respect des libertés fondamentales des citoyens, des éclaircissements "efficaces" sur le sort des nombreux disparus et l'application de l'habeas corpus.

Le document se termine par une exhortation aux gouvernements à "s'abstenir de fournir des armes, des aides, militaires ou autres, tant que les droits de l'homme seront violés dans ce pays".

35 MILLE DISPARUS AU GUATEMALA

Selon un rapport de la Fédération latino-américaine des familles de détenus et de

disparus (FEDEFAM) divulgué le 30 août, plus de 35.000 personnes ont disparu au Guatemala ces dernières années. Environ 50 % des disparitions enregistrées en Amérique latine se sont produites au Guatemala et sont imputables aux forces de l'ordre gouvernementales.

LA MOBILISATION EN FAVEUR DES DISPARUS CROIT

Le "Groupe d'entraide pour la mise en liberté de nos fils, époux, pères et frères", qui effectue depuis deux mois des démarches pour connaître le sort des disparus, réunit 150 familles, a fait savoir le 25 un membre de ce groupe. "Les réunions du groupe nous permettent de penser que celui-ci va augmenter, car de nouvelles familles arrivent sans cesse".

Les dirigeants du groupe, composé essentiellement de femmes et d'enfants, ont publié plusieurs dépliants de presse, ont été reçus par l'archevêque et par le recteur de l'Université Nationale, ainsi que par le général Mejia Victores qui a promis de leur remettre fin août un rapport sur le sort des disparus.

Nineth Montenegro, l'une des dirigeants, a averti que si des résultats satisfaisants ne sont pas obtenus, des mesures de caractère pacifique pourraient être prises, par exemple la grève de la faim.

LA VIOLENCE OFFICIELLE AUGMENTE

Les cas de violation des droits de l'homme ont augmenté au cours des 8 derniers mois de l'année au Guatemala, ont déclaré le 28 les porte-parole de la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG).

Selon José Bernal et Ronald Hoenes, respectivement directeur et conseiller de la CDHG, on estime à 36.000 le nombre de femmes devenues veuves à cause de la violence officielle ces deux dernières années.

INEFFICACITE DE L'HABEAS CORPUS

"Le recours en habeas corpus, l'unique arme pour éviter que des détenus soient maltraités et la privation de liberté de manière illicite, a pratiquement échoué", a reconnu le 23 Agosto Baudilio Navarro Batres, président de l'organisme judiciaire.

A propos de son entretien avec le vicomte Colville de Culross, rapporteur de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, récemment en visite au Guatemala, il a déclaré : "Il m'a demandé si les recours en habeas corpus avaient eu des résultats positifs, et j'ai dû lui répondre que non".

D'autre part, selon une dépêche du 23 de l'Agence UPI, Culross a demandé au gouvernement un rapport sur 400 personnes jugées par les tribunaux spéciaux, et dont on ignore ce qu'elles sont devenues.

DES ENLEVEMENTS ET DES ASSASSINATS CHAQUE JOUR

Selon des informations publiées dans la presse, 15 personnes au moins ont été assassinées et 10 enlevées entre les 22 et 28 août, au cours d'opérations attribuées aux forces de sécurité. Le président de l'Assemblée Constituante, Roberto Carpio a insisté le 23 auprès du pouvoir exécutif pour "que les corps de police soient épurés le plus tôt possible et en profondeur".

Plusieurs cadavres ont été découverts dans la ville de San Cristobal, zone périphérique, située au Sud-Ouest de la capitale.

Abel Maria Ordonez, député du département du Huehuetenango, a dénoncé le 23 l'enlèvement des frères William, Minor et Chester Castillo Escobedo, étudiants. Ils ont été enlevés le 13 aux environs du détachement militaire de Nenton.

Isais del Valle Ortiz, qui accomplissait une peine dans la prison de Puerto Barrios, dans le département de Izabal (Nord-Est) a été trouvé égorgé le 26 août à l'intérieur du centre pénitentiaire.

Un nouveau cimetière clandestin a été découvert le 28 aux environs de l'avenue Hincapié, dans le secteur Sud de la capitale.

LE NEVEU DE L'EX-PRESIDENT, CONDAMNE POUR TRAFFIC DE DROGUE

L'Agence de presse AP nous a appris la condamnation le 28 à 15 ans de prison d'A. Mendez Martinez, neveu de l'ex-président et actuel ambassadeur au Mexique, Julio Cesar Mendez. Un tribunal nord-américain avait inculpé il y a plusieurs mois Alberto Mendez pour trafic de stupéfiants.

Selon l'information, Mendez, qui plaidait coupable, trafiquait pour financer une campagne électorale ou un coup d'Etat, mais aucun autre détail n'a été précisé.

Le condamné, membre du Parti Révolutionnaire (conservateur) a été arrêté avec ses deux complices le 20 janvier à Miami, Floride ; la police l'a surpris en possession de 20 kg de cocaïne, estimés à 3 millions de dollars.

ERRATUM

Dans le bulletin N° 86 d'ENFOPRENSA, il fallait lire :

Agha Saxi, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale...